

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

### Délibération n° 2020-111- DC

Date d'affichage :

Le 5 août 2020

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 66  
Excusé(s) : 13  
Dont représenté(s) : 10  
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 76

Secrétaires de séance :

*Madame Géraldine LE COZ,  
conseillère communautaire de la  
Ville de Saumur et Monsieur Jean-  
François MIGLIERINA, conseiller  
communautaire de la Commune  
de Villebernier*

Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.

#### **Présents : (66)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

#### **Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA

#### **Excusés : (13)**

Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ

#### **Dont excusés ayant donné pouvoir : (10)**

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.

#### **Absents : (2)**

Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

### **COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DU CNPE DE CHINON - REPRÉSENTATION**

L'État a décidé de faire passer le périmètre de la zone de compétence des Plans Particuliers d'Intervention (PPI) des centrales nucléaires de 10 à 20 km, entraînant la même évolution pour la zone de compétence des Commissions Locales d'Information (CLI).

Chaque centrale nucléaire possède une CLI gérée par le Conseil départemental du lieu d'implantation. La CLI est le lieu unique d'échanges et d'information concernant le site nucléaire auquel elle est rattachée. Elle est un lieu de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et les biens.

La CLI de Chinon est composée de 4 collèges, dont le collège des élus, dont les membres sont nommés par le Président du Conseil départemental d'Indre et Loire.

19 communes de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire rentrent dans le nouveau périmètre des 20 km : Allonnes, Artannes-sur-Thouet, Brézé, Chacé, Courléon, Distré, Epieds, La Breille-les-Pins, Neuillé, Parnay, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-sur-Dive, Saumur, Souzay-Champigny, Varrains, Vernantes, Vernoil le Fourrier, Villebernier et Viy.

Les 4 communes situées dans les 10 km conservent leur représentant déjà présent dans ce collège (Brain-sur-Allonnes, Fontevraud-l'Abbaye, Montsoreau, Varennes-sur-Loire).

Il est proposé de désigner 3 titulaires et 3 suppléants pour représenter les 19 communes précitées dans le collège des élus.

Aussi,

Vu l'article L2121-21 du CGCT selon lequel est voté au bulletin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou représentation et considérant la possibilité offerte au conseil de décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations et aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé sous Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu la lettre du Président de la CLI du CNPE de Chinon en date du 24 juin 2020, invitant la Communauté d'Agglomération à désigner ses représentants ;

Vu le procès verbal d'installation du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu les résultats du scrutin ;

Vu la délibération n°2020-066 DC du 30 juillet 2020, par laquelle le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, s'agissant des représentations dans les organismes, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération doit désigner 3 titulaires et 3 suppléants pour représenter les 19 communes entrant dans le nouveau périmètre des 20 km du Plan Particulier d'Intervention de la centrale nucléaire de Chinon,

#### **Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :**

DESIGNE pour les communes qui rentrent dans le nouveau périmètre des 20 km de la zone de compétence du Plan Particulier d'Intervention de la centrale nucléaire de Chinon :

en tant que représentants de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, appelés à siéger dans le collège des élus de la Commission Locale d'Information du CNPE de Chinon, les 3 conseillers communautaires titulaires et suppléants suivants :

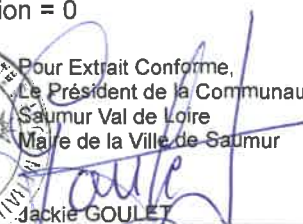
19 Communes (périmètre des 20 km)	Titulaire (3)	suppléant(e) (3)
Allonnes, Artannes-sur-Thouet, Brézé, Chacé, Courléon, Distré, Epieds, La Breille-les-Pins, Neuillé, Parnay, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-sur-Dive, Saumur, Souzay-Champigny, Varrains, Vernantes, Vernol le Fourrier, Villebernier, Vivy	NERON Noël	MIGLIERINA Jean-François
	GOULET Jackie	BOISSONNOT Alain
	PONCET Armelle	NAUDIN Thierry

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 76 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
  
Jackie GOULET

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Matière de l'acte	5 – Institution et vie politique	5.3 – Désignation des représentants
-------------------	----------------------------------	-------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »